



Infomat

Revue hebdomadaire

Le vendredi 23 juin 2000

APERÇU

◆ Le prix de l'essence toujours à l'origine de la hausse du taux annuel d'inflation

En mai, les consommateurs ont payé 2,4 % de plus qu'il y a un an pour les biens et les services faisant partie de l'Indice des prix à la consommation. La hausse du prix de l'énergie, qui s'explique surtout par la montée du prix de l'essence, est demeurée le facteur principal de la progression.

◆ Les livraisons des fabricants diminuent après avoir fortement progressé

La valeur des livraisons a reculé de 2,8 % en avril à la suite d'une hausse marquée en mars. Les secteurs les plus touchés par cette baisse étaient ceux des véhicules automobiles et des produits raffinés du pétrole et du charbon.

◆ Les ventes de véhicules automobiles encore en baisse

En avril, le nombre de véhicules automobiles neufs vendus a reculé de 1,1 % par rapport à mars. Il s'agit de la troisième baisse en quatre mois depuis le début de l'année. Les ventes de camions stagnent depuis l'été dernier.

◆ La volaille, le riz et les boissons gazeuses ont la faveur des consommateurs

Pendant les années 1990, les Canadiens ont accru leur consommation de volaille, de fromage, de farine de blé et de riz, de lait à faible teneur en gras et de boissons gazeuses.

◆ L'impôt sur le revenu est plus élevé au Canada qu'aux États-Unis

En moyenne, les taux d'imposition effectifs pour les familles canadiennes en 1997 étaient plus élevés que ceux des familles américaines. Toutefois, dans chacun des pays, les taux variaient considérablement pour les familles ayant des revenus semblables.

◆ Le revenu familial moyen est le plus élevé de la décennie

En 1998, le revenu familial moyen est remonté à son niveau le plus élevé de la décennie (49 626 \$). Néanmoins, l'impôt sur le revenu a progressé plus fortement que le revenu, les types de familles n'ont pas tous bénéficié d'une hausse de leur revenu et l'inégalité du revenu s'est accrue.

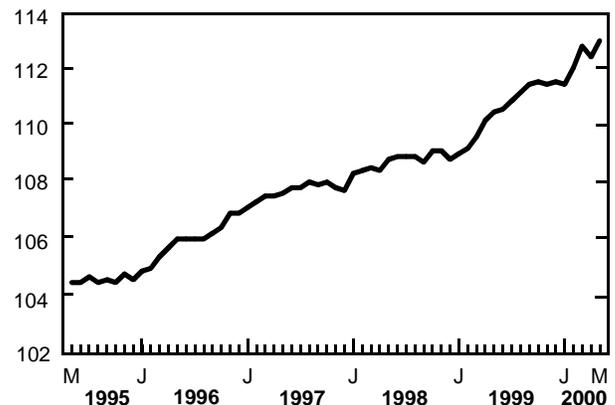
Le prix de l'essence toujours à l'origine de la hausse du taux annuel d'inflation

En mai, les consommateurs ont payé 2,4 % de plus qu'il y a un an pour les biens et les services faisant partie de l'Indice des prix à la consommation (IPC). Ce taux annuel d'inflation est supérieur à celui de 2,1 % enregistré en avril, mais inférieur à celui de 3,0 % observé en mars, ce dernier représentant le sommet des cinq dernières années.

L'augmentation du prix de l'énergie est demeurée le facteur principal de la progression annuelle de l'indice d'ensemble en mai. Sans l'énergie, l'IPC s'est accru de 1,3 %, pourcentage qui se situe dans la fourchette des hausses annuelles de 1,0 % à 1,6 % que l'on observe depuis janvier 1998. Le prix de l'essence, qui était supérieur de 20,8 % à son niveau de mai 1999, explique en grande partie l'accroissement du prix de l'énergie. Toutefois, la montée du prix de l'essence était nettement moins forte que les hausses annuelles observées pour chacun des mois de la période allant de décembre 1999 à mars 2000.

Indice des prix à la consommation

Indice (1992 = 100), données non désaisonnalisées



(suite à la page 2)



... Le prix de l'essence toujours à l'origine de la hausse du taux annuel d'inflation

Le coût de l'intérêt hypothécaire et les frais de scolarité ont aussi contribué, dans une moindre mesure, à la pression annuelle à la hausse sur l'IPC d'ensemble. Celle-ci a cependant été atténuée par une baisse du prix des fruits frais, du matériel et des fournitures informatiques ainsi que des véhicules automobiles.

D'avril à mai, l'IPC a augmenté de 0,5 %. En particulier, les tarifs de l'hébergement pour voyageurs ont augmenté de 10,0 %, en raison surtout de la forte demande, notamment au Québec, en Ontario et en Colombie-Britannique. Cette hausse mensuelle correspond à ce qui a été observé les années précédentes. Pour ce qui est du coût de l'intérêt hypothécaire, il a progressé de 0,6 % en mai, ce qui constitue sa neuvième augmentation mensuelle d'affilée.

Indice des prix à la consommation, mai 2000

Variation annuelle en %, données non désaisonnalisées

	Ensemble	Aliments	Logement	Transports	Énergie
Canada	2,4	0,9	3,1	4,7	14,1
Terre-Neuve	1,9	-1,3	5,2	5,7	16,1
Île-du-Prince-Édouard	4,8	0,6	9,4	8,9	34,8
Nouvelle-Écosse	3,3	0,8	6,6	5,7	18,3
Nouveau-Brunswick	2,7	0,2	5,2	5,1	14,6
Québec	2,0	2,1	2,8	4,2	11,8
Ontario	2,5	0,4	2,8	5,3	15,3
Manitoba	1,9	1,8	2,2	2,1	5,4
Saskatchewan	2,1	0,6	3,7	3,6	10,0
Alberta	3,2	2,4	5,7	4,8	17,7
Colombie-Britannique	1,5	-0,6	0,9	4,0	13,6
Whitehorse	1,9	-1,5	4,1	4,1	16,5
Yellowknife	2,0	1,4	3,2	1,4	16,1

Par ailleurs, le prix mensuel d'ensemble des fruits et des légumes frais a progressé de 5,3 %. La hausse de 6,5 % du prix des légumes est attribuable en partie à de mauvaises conditions climatiques qui se sont traduites par des pénuries temporaires pour certaines récoltes de Californie. De plus, dans le cas de certains légumes, comme les pommes de terre, la hausse de prix est le résultat du passage des produits stockés aux nouvelles récoltes. Pour sa part, le prix des fruits frais s'est accru de 3,7 %. Une telle hausse est normale à cette époque de l'année compte tenu de la baisse des stocks.

Pour sa part, le prix de l'essence s'est accru de 1,9 % d'avril à mai. La plupart des provinces, à l'exception du Nouveau-Brunswick et des provinces des Prairies, ont enregistré une hausse du prix de l'essence. Le prix du gaz naturel a augmenté de 2,6 %, conséquence d'une augmentation du prix de 13,8 % en Alberta et de 2,2 % au Québec.

Ces hausses mensuelles ont été neutralisées en partie par une baisse du prix des vêtements et des primes d'assurance de véhicules automobiles. Le recul du prix des vêtements est le résultat d'une baisse du prix des vêtements pour femmes (-2,0 %) et pour enfants (-1,0 %). Quant aux primes d'assurance de véhicules automobiles, leur prix a fléchi de 0,5 % en raison d'une baisse de 1,0 % de la taxe de vente provinciale de l'Ontario à ce titre. Le gouvernement provincial a annoncé dans son budget qu'il réduira graduellement de 1,0 % par année la taxe de vente au détail sur les assurances de véhicules automobiles jusqu'à son élimination complète en 2004.

Le numéro de mai 2000 de L'indice des prix à la consommation (62-001-XPB, 11 \$ / 103 \$) est maintenant en vente. Pour plus de renseignements, téléphonez au (613) 951-9606 (télécopieur : (613) 951-1539; courriel : infounit@statcan.ca), Division des prix. (Voir aussi les « Tendances actuelles » à la page 9.)

Les livraisons des fabricants diminuent après avoir fortement progressé

La valeur des livraisons des fabricants a reculé de 2,8 % en avril pour se chiffrer à 43,5 milliards de dollars. Les principaux secteurs touchés par cette baisse étaient ceux des véhicules automobiles et des produits raffinés du pétrole et du charbon.

Ce recul fait suite aux bons résultats qui avaient été enregistrés dans presque tous les secteurs d'activité en mars et représente la deuxième baisse importante de l'année. L'instabilité des trois derniers mois a freiné la forte tendance ascendante qui avait commencé en août 1998. La valeur des livraisons des fabricants a augmenté de 0,3 % depuis le début de l'année et elle était supérieure de 9,3 % au niveau enregistré en avril 1999.

En avril, la valeur des livraisons des fabricants a diminué dans 15 des 22 grands groupes, représentant 72,2 % de la valeur totale des livraisons. Dans le secteur des véhicules automobiles, la valeur des livraisons a reculé de 6,8 %, les constructeurs ayant procédé à une réduction des heures supplémentaires. Dans le secteur des produits raffinés du pétrole et du charbon, la chute de

Note aux lecteurs

Les commandes en carnet constituent une réserve de commandes qui contribueront aux livraisons futures, à la condition qu'elles ne soient pas annulées. Les nouvelles commandes sont des commandes déjà reçues, que la livraison s'effectue ou non dans le mois courant. Elles sont égales à la somme des livraisons du mois courant, à laquelle s'ajoute la variation des commandes en carnet. Les nouvelles commandes ne peuvent être considérées comme un équivalent de la demande à venir, car elles incluent des commandes déjà remplies. La fluctuation mensuelle des nouvelles commandes est un indicateur qui peut être instable, surtout si la variation du mois précédent est élevée par rapport à celle du mois en cours. Par ailleurs, comme une partie des gros contrats peut être confiée en sous-traitance dans des pays étrangers, les commandes ne sont pas toutes exprimées dans les livraisons des fabricants canadiens.

12,7 % des livraisons est en grande partie attribuable à une baisse des prix de 5,8 %, survenue à la suite de la décision prise en avril par l'Organisation des pays exportateurs de pétrole de mettre un frein aux réductions de la production.

(suite à la page 3)

... Les livraisons des fabricants diminuent après avoir fortement progressé

Les livraisons ont diminué de façon plus modérée dans les secteurs du bois (- 6,4 %), des produits chimiques (- 4,2 %) et des véhicules automobiles et pièces d'automobiles (- 3,8 %). La plus importante hausse a été enregistrée dans le secteur des produits électriques et électroniques (+ 3,8 %), en particulier dans

Livraisons manufacturières, avril 2000

Données désaisonnalisées

	Millions de dollars	Variation mensuelle en %
Canada	43 476	- 2,8
Terre-Neuve	167	5,4
Île-du-Prince-Édouard	79	- 9,1
Nouvelle-Écosse	677	- 6,2
Nouveau-Brunswick	898	2,6
Québec	10 466	0,0
Ontario	23 188	- 3,3
Manitoba	903	1,5
Saskatchewan	577	- 3,8
Alberta	3 206	- 7,3
Colombie-Britannique	3 309	- 4,7
Yukon, Territoires du Nord-Ouest et Nunavut	4	- 2,4

le sous-secteur des télécommunications ainsi que dans celui des ordinateurs et des équipements périphériques.

La valeur des commandes en carnet a encore diminué légèrement en avril, reculant de 0,1 % pour s'établir à 53,7 milliards de dollars. Elle avait culminé juste au-dessous de 55 milliards de dollars en décembre, pour ensuite diminuer au cours de chacun des quatre mois suivants. La baisse la plus marquée s'est produite dans le secteur de la machinerie (- 1,7 %).

La valeur des stocks des fabricants a continué d'augmenter en avril, progressant de 0,9 % pour atteindre 57,9 milliards de dollars. Il s'agit d'une 15^e hausse mensuelle consécutive. Par ordre d'importance, les secteurs qui ont le plus contribué à l'augmentation d'avril sont ceux des produits électriques et électroniques (+ 2,4 %), du matériel ferroviaire (+ 8,0 %) et du bois (+ 2,6 %). La plus importante baisse a été observée dans le secteur des aéronefs et des pièces d'aéronefs (- 1,4 %).

Le ratio des stocks aux livraisons a bondi pour se situer à 1,33 en avril, alors qu'il était de 1,28 en mars. Le ratio enregistré en avril est le plus élevé depuis novembre 1998.

Le numéro d'avril 2000 d'Enquête mensuelle sur les industries manufacturières (31-001-XPB, 20 \$ / 196 \$) vient de paraître. Il est possible d'obtenir sur demande des données plus détaillées sur les livraisons par province. Pour plus de renseignements, communiquez avec Craig Kuntz au (613) 951-7092 (courriel : kuncrai@statcan.ca), Division de la fabrication, de la construction et de l'énergie. (Voir aussi les « Tendances actuelles » à la page 9.)

Les ventes de véhicules automobiles encore en baisse

En avril, le nombre de véhicules automobiles neufs vendus a reculé de 1,1 % par rapport à mars. Il s'agit de la troisième baisse en quatre mois depuis le début de l'année. La baisse d'avril est survenue à la suite de très fortes ventes en mars (+ 6,4 %). Il s'est vendu 133 188 véhicules neufs en avril, chiffre en baisse de 1 444 unités par rapport à mars. (Sauf indication contraire, tous les chiffres sont désaisonnalisés.)

Le nombre de camions neufs vendus en avril a fléchi de 1,3 % par rapport à mars. Cette baisse n'a fait que confirmer le ralentissement des ventes de camions observé depuis l'été 1999. La forte hausse du prix de l'essence depuis l'été dernier pourrait avoir freiné les ventes. (Les camions comprennent notamment les mini-fourgonnettes, les véhicules utilitaires à caractère sportif, les camions légers et lourds, les fourgonnettes, les autocars et les autobus.) Les ventes de voitures particulières, qui ont ralenti depuis la fin de l'année dernière, ont reculé de 0,8 % en avril.

La valeur non désaisonnalisée des ventes de voitures particulières neuves a progressé de 13,3 % en avril par rapport à avril 1999, alors que celle des camions neufs a reculé de 0,6 %. Bien que les camions aient représenté 44,1 % du nombre total de véhicules automobiles neufs vendus en avril, le revenu provenant des ventes de camions a constitué 53,1 % de l'ensemble des ventes, lesquelles ont totalisé 4,4 milliards de dollars. D'une année à l'autre, la valeur unitaire moyenne en dollars des voitures particulières neuves a progressé de 7,1 % en avril pour se situer à 24 874 \$, alors que celle des camions neufs a régressé de 0,9 % pour s'établir à 35 640 \$. (La valeur unitaire moyenne en dollars

Immatriculations de véhicules automobiles

En tout, 21,5 millions de véhicules automobiles de toutes sortes étaient immatriculés au Canada en 1999. De ce nombre, on comptait 16,5 millions (77 %) de voitures particulières et de véhicules légers, comme les camionnettes et les fourgonnettes. Le reste se composait de 73 000 autocars, 275 000 motocyclettes et cyclomoteurs, 1,7 million de véhicules agricoles et de véhicules de construction tout terrain ainsi que 2,9 millions (14 %) de camions (pesant au moins 4 500 kilogrammes) et de tracteurs routiers.

Des données provinciales sur les immatriculations de véhicules sont disponibles, ainsi que des données détaillées pour environ 8 000 localités. Ces données ne sont pas comparables à celles des années précédentes en raison de changements dans les méthodes statistiques. Pour plus de renseignements sur les immatriculations de véhicules, communiquez avec Robert Larocque au (613) 951-2486 (courriel : laroque@statcan.ca), Division des transports.

des voitures particulières et des camions est influencée par les variations de prix, par les déplacements de la demande entre les différents modèles disponibles ainsi que par le choix d'équipements et d'options offerts).

De mars à avril, les ventes de véhicules automobiles neufs ont considérablement fluctué d'une province à l'autre. L'Alberta a enregistré la plus importante progression du nombre de véhicules neufs vendus (+ 10,1 %). Dans cette province, les ventes progressent depuis le début de 1999. Dans l'ouest du pays, toutes les

(suite à la page 4)

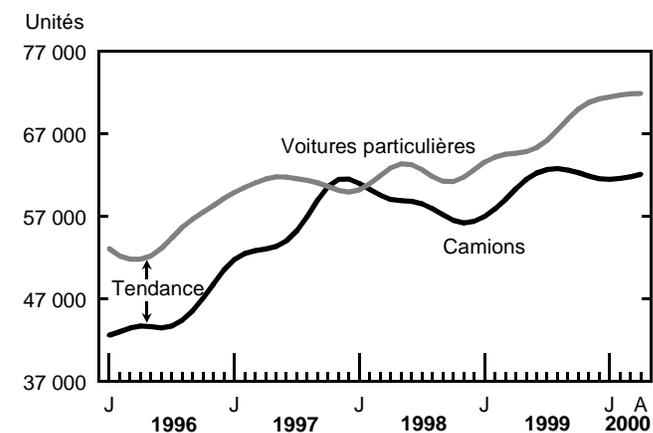
... Les ventes de véhicules automobiles encore en baisse

provinces sauf le Manitoba (-0,9 %) ont enregistré une hausse de leurs ventes.

Quant au recul le plus important, il a été enregistré au Nouveau-Brunswick (-11,7 %). Dans la région de l'Atlantique, les ventes ont considérablement fluctué d'une province à l'autre. Des hausses ont été enregistrées à l'Île-du-Prince-Édouard (+8,9 %) et en Nouvelle-Écosse (+3,3 %). Toutefois, malgré la forte augmentation des ventes de véhicules automobiles neufs observée en avril à l'Île-du-Prince-Édouard, celles-ci ont montré peu de signes de mouvement à la hausse au cours des dernières années. La baisse des ventes à l'échelle nationale tient surtout aux diminutions survenues au Québec (-5,9 %) et en Ontario (-2,9 %), ces deux provinces constituant les deux tiers de l'ensemble des ventes.

Le numéro d'avril 2000 de *Ventes de véhicules automobiles neufs* (63-007-XIB, 13 \$ / 124 \$) présente les données détaillées. Pour obtenir des données ou des renseignements généraux, communiquez avec la Sous-section des services à la clientèle au (613) 951-3549 ou composez sans frais le 1 877 421-3067 (courriel : detaillantsinfo@statcan.ca). Pour des renseignements analytiques, communiquez avec Clérance Kimanyi au (613) 951-6363 (courriel : kimacle@statcan.ca), Division de la statistique du commerce.

Ventes de voitures particulières et de camions neufs



La volaille, le riz et les boissons gazeuses ont la faveur des consommateurs

Les Canadiens ont accru leur consommation de volaille, de fromage, de farine de blé et de riz, de lait à faible teneur en gras et de boissons gazeuses pendant les années 1990. Cependant, durant cette décennie, ils ont bu moins de lait à haute teneur en gras et ont délaissé le beurre et les œufs, bien que cette dernière tendance semble avoir ralenti depuis quelques années.

En 1999, chaque Canadien a consommé en moyenne 33,2 kg de volaille, chiffre en forte hausse par rapport aux 28,1 kg obtenus en 1990. Cette croissance a été stimulée en partie par le vaste choix de nouveaux produits de poulet transformé et frais qui attirent les gens pressés par le temps. La consommation de volaille par personne était supérieure à celle de bœuf (31,0 kg) et de porc (27,4 kg) en 1999. La consommation de bœuf est restée 9 % moins élevée qu'en 1990, alors que celle de porc a augmenté de près de 5 %.

Pour ce qui est du lait, chaque personne en a consommé en moyenne 87,5 litres l'an dernier, comparativement à 95,4 litres en 1990. Cette baisse peut entre autres s'expliquer par la forte concurrence des autres boissons (boissons gazeuses, jus, eau embouteillée et produits à base de soya), la diminution du nombre d'enfants, le vieillissement de la population et une population ethnique de plus en plus diversifiée dont le régime alimentaire ne contient pas de lait ou en contient peu. Toutefois, la part du marché du lait à faible teneur en matières grasses, comme le lait écrémé et le lait 1 %, a continué de progresser, passant de près de 13 % de toute la consommation de lait au début de la décennie à un peu plus de 28 % en 1999.

Note aux lecteurs

Les données portent sur les aliments qui sont disponibles pour la consommation et non les quantités réelles d'aliments consommés au Canada. Les données ne tiennent pas compte des pertes subies dans les points de vente au détail, les ménages, les établissements privés ou les restaurants.

Les consommateurs n'ont toutefois pas entièrement délaissé les produits à teneur élevée en matières grasses. En 1999, la consommation de fromage a été de 11,9 kg par personne, alors qu'elle était de 11,0 kg en 1990. La crème a également connu un regain de popularité, sa consommation étant passée de 5,2 litres à 6,3 litres par personne au cours de cette période.

Dans le cas des boissons gazeuses, chaque consommateur en a bu en moyenne près de 117 litres en 1999, soit beaucoup plus qu'en 1990, année où la consommation s'établissait à environ 96 litres par personne.

Par ailleurs, la consommation de produits céréaliers a augmenté d'un peu plus de 23 % par rapport au début de la décennie. La popularité accrue des pâtes, des pains spéciaux (comme le pain pita, les tortillas, les bagels, les croissants) et des friandises à base de céréales constitue un facteur important de cette croissance.

Les consommateurs se sont aussi de plus en plus tournés vers des produits comme les galettes de riz et les nouilles de riz. Ils ont également utilisé le riz pour remplacer les pommes de terre. Chaque personne a ainsi consommé près de 8,0 kg de riz en 1999, en hausse de 60 % par rapport à la quantité consommée au début de la décennie (4,9 kg).

La consommation d'œufs, qui a chuté à son plus bas niveau en 1995 (14,4 douzaines par personne), a dépassé les 15,0 douzaines

(suite à la page 5)

... La volaille, le riz et les boissons gazeuses ont la faveur des consommateurs

au cours des trois dernières années. La consommation de beurre, qui se situait à 2,8 kg par personne en 1999, a progressé légèrement par rapport à la quantité la plus faible de 2,6 kg observée en 1997, mais est demeurée inférieure à celle de 3,3 kg enregistrée en 1990.

L'édition de 1999 de Consommation des aliments au Canada, première partie (version imprimée : 32-229-XPB, 35 \$; version sur Internet : 32-229-XIB, 26 \$) sera disponible sous peu. La publication contient des données chronologiques (1985 à 1999)

sur la consommation des produits laitiers, des boissons, des œufs, des légumineuses à graines et des noix, du sucre et des sirops, des céréales, de la viande et de la volaille, ainsi que des renseignements détaillés sur la production, les stocks, le commerce international et les matières utilisées par les fabricants. Les données de 1999 sur la consommation de fruits et de légumes, des huiles et des gras ainsi que du poisson seront diffusées en octobre. Pour plus de renseignements, communiquez avec Debbie Dupuis au (613) 951-2553 ou avec Patricia Chandler au (613) 951-2506 (télécopieur : (613) 951-3868), ou composez sans frais le 1 800 465-1991, Division de l'agriculture.

L'impôt sur le revenu est plus élevé au Canada qu'aux États-Unis

En moyenne, les taux d'imposition effectifs pour les familles canadiennes en 1997 étaient plus élevés que ceux des familles américaines. Toutefois, dans chacun des pays, les taux variaient considérablement pour les familles ayant des revenus semblables. Cela reflète les fluctuations des situations familiales sauf en ce qui concerne le revenu, ainsi que la multitude des dispositions des régimes fiscaux outre la structure des taux d'imposition nominaux.

Il y avait au Canada proportionnellement moins de familles ayant un revenu annuel de 150 000 \$ et plus et proportionnellement moins de familles touchant un revenu annuel de moins de 10 000 \$. Environ 11 % des familles américaines gagnaient un revenu de moins de 10 000 \$, comparativement à un peu plus de 7 % des familles canadiennes. À l'opposé, on retrouvait aux États-Unis environ trois fois plus de familles ayant un revenu annuel de 150 000 \$ et plus. (Toutes les données sur le revenu sont en dollars canadiens.)

En 1997, les familles américaines touchant un revenu de 150 000 \$ et plus ont payé 5,2 % de moins de leur revenu total en impôt sur le revenu et en cotisations sociales que les familles canadiennes comparables. Les résultats étaient semblables pour les autres groupes de revenu. Seules les familles dont le revenu s'établissait entre 10 000 \$ et 24 999 \$ ont payé une proportion similaire en impôt sur le revenu.

Taux d'imposition effectifs des familles selon leur revenu en dollars canadiens, 1997

	Proportion des familles		Taux d'imposition effectifs moyens	
	Canada	États-Unis	Canada	États-Unis
	%			
Ensemble des familles	100,0	100,0	16,4	13,8
Moins de 10 000 \$	7,3	10,9	1,0	2,3
10 000 \$ à 24 999 \$	24,8	21,1	6,2	6,2
25 000 \$ à 49 999 \$	30,4	27,3	17,3	12,9
50 000 \$ à 99 999 \$	29,9	26,5	24,3	19,0
100 000 \$ à 149 999 \$	5,9	8,6	27,9	24,1
150 000 \$ et plus	1,8	5,7	32,8	27,6

Note aux lecteurs

Le présent article est tiré d'une nouvelle étude publiée dans le numéro d'été 2000 de L'emploi et le revenu en perspective intitulée « L'impôt sur le revenu au Canada et aux États-Unis ». Cette étude porte sur une comparaison des taux effectifs sur le revenu entre le Canada et les États-Unis. Comme les régimes d'impôt sur le revenu des deux pays sont généralement progressifs, c'est-à-dire que les familles à revenu plus élevé paient de l'impôt à des taux moyens plus élevés, l'étude répartit les familles des deux côtés de la frontière en groupes ayant des revenus semblables. Les revenus gagnés aux États-Unis ont été rajustés afin de refléter la parité de pouvoir d'achat. En 1997, une dépense de 79 \$ US par un ménage américain était équivalente au pouvoir d'achat de 100 \$ CAN dépensés au Canada.

Les données-échantillons détaillées les plus récentes provenant des deux pays ont été utilisées dans cette analyse. Pour le Canada, les données sont tirées de l'Enquête sur les finances des consommateurs de 1997 de Statistique Canada, auxquelles on a ajouté les cotisations sociales imputées. Pour les États-Unis, les données proviennent du fichier de microdonnées du supplément de mars 1997 du Census Bureau relatif à l'enquête sur la population actuelle (Current Population Survey).

Plus particulièrement, les familles canadiennes ayant un revenu de 40 000 \$ payaient, en moyenne, environ 6 900 \$ en impôt sur le revenu en 1997, comparativement à 5 200 \$ aux États-Unis. De même, les familles canadiennes touchant un revenu de 70 000 \$ payaient en moyenne 17 000 \$ en impôt, comparativement à 13 300 \$ au sud de la frontière.

Les taux d'imposition effectifs varient à l'intérieur des groupes de revenu, et les deux pays ont de nombreuses dispositions visant à rajuster l'impôt selon des situations particulières. C'est ainsi que, dans les deux pays, au moins le quart de toutes les familles du groupe de revenu se situant entre 10 000 \$ et 24 999 \$ ne payaient pas d'impôt sur le revenu. En revanche, 95 % des familles canadiennes ayant un revenu de 150 000 \$ et plus payaient de l'impôt équivalant à au moins 21 % de leur revenu. Aux États-Unis, 95 % des familles appartenant à ce groupe de revenu payaient de l'impôt équivalant à au moins 18 % de leur revenu.

Le numéro d'été 2000 de L'emploi et le revenu en perspective (75-001-XPB, 18 \$ / 58 \$), est maintenant en vente. Pour plus de renseignements, communiquez avec Michael Wolfson au (613) 951-8216 (courriel : wolfson@statcan.ca) ou avec Brian Murphy au (613) 951-3769 (courriel : murphy@statcan.ca), Division des études sociales et économiques.

Le revenu familial moyen est le plus élevé de la décennie

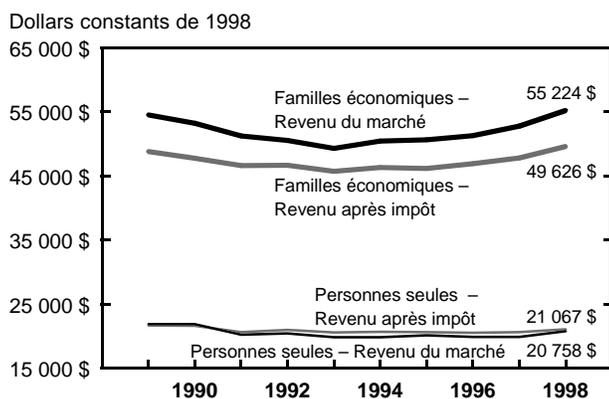
Le revenu familial moyen est remonté à son niveau le plus élevé de la décennie en 1998, les Canadiens ayant rattrapé le terrain perdu au cours de la période de vaches maigres des années 1990. En 1998, le revenu après impôt de la famille moyenne atteignait 49 626 \$, en hausse de 3,7 % par rapport à l'année précédente après correction pour tenir compte de l'inflation. Il s'agit là de la plus forte augmentation annuelle depuis 1989.

Le revenu moyen après impôt en 1998 était de 1,7 % supérieur au sommet de 48 807 \$ atteint avant la récession de 1989. Entre autres, les personnes seules ont bénéficié d'une hausse à cet égard : leur revenu moyen après impôt, qui se chiffrait à 21 067 \$, était de 2,4 % supérieur à celui de 1997. Pour les couples ayant des enfants de moins de 18 ans, le revenu après impôt s'élevait à 55 074 \$ en 1998, en hausse de 4,7 %.

Ces changements sont principalement attribuables au revenu du marché, lequel comprend le revenu d'emploi, les prestations de régimes de retraite privés et le revenu de placements. Le revenu moyen du marché des personnes seules a augmenté de 4,5 % par rapport à 1997, atteignant 20 758 \$. Dans le cas des familles, le revenu du marché s'est accru de 4,7 % pour totaliser 55 224 \$, dépassant le sommet de 1989. Les couples ayant des enfants de moins de 18 ans ont touché un revenu moyen du marché de 65 766 \$, en hausse de 5,6 % par rapport à 1997. Les familles monoparentales ont bénéficié d'une hausse de 10,8 % de leur revenu du marché, qui s'est fixé à 22 290 \$ en 1998.

En 1998, le revenu moyen du marché des familles a augmenté dans toutes les provinces pour la première fois au cours de la décennie. Les hausses les plus importantes, qui étaient d'environ 6,0 %, ont eu lieu à l'Île-du-Prince-Édouard, au Manitoba et en Ontario. À long terme, l'Alberta et l'Île-du-Prince-Édouard ont connu la plus forte croissance, dépassant leur niveau de 1989 de 9,9 % et de 8,8 % respectivement. Trois provinces demeuraient au-dessous de leur niveau de 1989, soit l'Ontario (- 2,2 %), la Nouvelle-Écosse (- 4,7 %) et Terre-Neuve (- 5,3 %). Au Québec, le revenu du marché était pratiquement le même qu'en 1989. C'est en Ontario (62 688 \$) et en Alberta (60 392 \$) que la valeur moyenne du revenu du marché était la plus élevée en 1998.

Revenu moyen du marché et revenu après impôt



Note aux lecteurs

Les données présentées ici proviennent de deux enquêtes auprès des ménages : l'Enquête sur les finances des consommateurs et l'Enquête sur la dynamique du travail et du revenu. Afin de tenir compte de l'inflation, toutes les valeurs de revenu sont exprimées en dollars constants de 1998.

L'analyse présente des renseignements relatifs au faible revenu après impôt. Bien que les seuils de faible revenu soient souvent appelés des seuils de pauvreté, ceux-ci ne constituent d'aucune façon des seuils officiels de pauvreté. Pour plus de renseignements à ce sujet, consultez l'article « À propos de la pauvreté et du faible revenu » sur le site Web de Statistique Canada à l'adresse www.statcan.ca, sous les rubriques « Concepts, définitions et méthodes », puis « Documents de discussion ou nouvelles enquêtes ».

La croissance de 1998 du revenu du marché est en grande partie attribuable aux conditions du marché du travail plus favorables. Le nombre de Canadiens qui travaillent a augmenté de près de 2,0 %. De plus, le nombre de travailleurs à temps plein toute l'année et le produit intérieur brut ont tous deux progressé de 3,1 %.

Le revenu moyen du marché ayant augmenté, les Canadiens ont payé plus d'impôt sur le revenu, tandis que la valeur moyenne des transferts gouvernementaux perçue par les familles est demeurée pratiquement la même comparativement à 1997, se chiffrant à 6 892 \$. L'impôt moyen par famille s'élevait à 12 489 \$ en 1998, en hausse de 5,7 % par rapport à 1997. Les personnes seules ont payé en moyenne 4 718 \$ en impôt, en hausse de 7,5 %. Les familles ont versé en impôt 20,1 % de leur revenu total; il s'agit d'une part légèrement supérieure à celle déboursée en 1997 (19,8 %). Les personnes seules ont versé en impôt 18,3 % de leur revenu total, en hausse par rapport à la proportion de 17,6 % payée en 1997.

Comme le revenu du marché, le revenu moyen après impôt s'est accru dans toutes les provinces. Cependant, trois provinces n'ont pas encore dépassé leur niveau de 1989 : le Québec (- 1,8 %), la Nouvelle-Écosse (- 3,7 %) et Terre-Neuve (- 6,1 %). C'est en Alberta (+ 7,1 %) et en Colombie-Britannique (+ 7,0 %) que le revenu après impôt a le plus augmenté par rapport à 1989.

Néanmoins, les types de familles n'ont pas tous bénéficié d'une hausse de leur revenu. Les familles ayant une personne âgée à leur tête ont déclaré un revenu moyen après impôt de 36 051 \$ en 1998. Cette somme est sensiblement la même qu'en 1997, mais elle est inférieure de 7,7 % au sommet enregistré en 1989.

Par ailleurs, l'inégalité du revenu après impôt s'est accrue entre les familles. En 1998, la tranche de 20 % des familles ayant les revenus les plus élevés recevait 5,40 \$ pour chaque 1 \$ touché par la tranche de 20 % des familles ayant les revenus les plus faibles, en hausse par rapport au ratio de 4,80 \$ pour 1 \$ observé en 1994. Pour ce qui est du revenu du marché, la tranche de 20 % des familles ayant les revenus les plus élevés touchait 11 \$ pour chaque 1 \$ gagné par la tranche de 20 % des familles ayant les revenus les plus faibles en 1989. En 1998, le ratio a augmenté, passant à 14 \$ pour 1 \$.

(suite à la page 7)

... Le revenu familial moyen est le plus élevé de la décennie

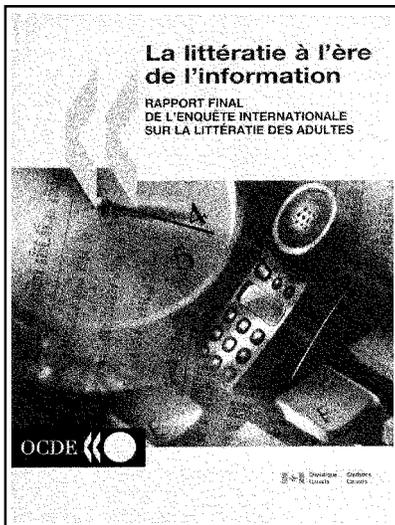
En 1998, on estime à 752 000 le nombre de familles à faible revenu, c'est-à-dire les familles dont le revenu est inférieur au seuil de faible revenu correspondant à la taille de leur famille et de leur collectivité. Ce nombre était en baisse par rapport aux 852 000 familles dénombrées en 1997. Cette diminution a entraîné à la baisse le taux de faible revenu après impôt, qui est passé de 10,3 % à 9,1 %, pour descendre à son plus bas niveau depuis 1990 (8,5 %).

De plus, la proportion de personnes seules ayant un faible revenu a fléchi, passant de 32,0 % en 1997 à 30,3 % en 1998. Le nombre de personnes seules ayant un faible revenu se chiffrait à environ 1 288 000 en 1998. Le nombre total de personnes ayant un faible revenu a également diminué pour s'établir à 3,7 millions de personnes, représentant 12,2 % de l'ensemble de la population canadienne. Cette proportion a atteint un maximum de 14,2 % en 1996. Par ailleurs, 1 004 000 enfants de moins de 18 ans vivaient sous le seuil de faible revenu en 1998, en baisse de 14 % par rapport au chiffre de 1 168 000 observé en 1997. Le taux de faible revenu pour les enfants a chuté, passant de 16,5 % en 1997 à 14,2 % en 1998.

Malgré la baisse générale du nombre de personnes ayant un faible revenu en 1998, de nombreuses personnes se sont retrouvées sous le seuil de faible revenu cette année-là. Parmi celles ayant un faible revenu en 1998, 26,2 % ne vivaient pas sous le seuil de faible revenu en 1997. De 1993 à 1998, presque le quart (24,2 %) des Canadiens ont vécu sous le seuil de faible revenu à un moment ou à un autre. Parmi l'ensemble de la population, 8,0 % des gens ont eu un faible revenu pendant un an seulement au cours de cette période, tandis que 4,8 % des gens ont eu un faible revenu pendant deux ans. À l'autre extrême, 3,3 % de la population totale est demeurée sous le seuil de faible revenu tout au long des six ans.

*Le rapport **Le revenu au Canada, 1998** (version imprimée : 75-202-XPF, 45 \$; version sur Internet : 75-202-XIF, 45 \$) est maintenant en vente. Des données supplémentaires sur le revenu et la rémunération sont aussi disponibles sans frais sur le site Web de Statistique Canada à l'adresse www.statcan.ca, sous les rubriques « Le Canada en statistiques », puis « La société ». Pour plus de renseignements, communiquez avec les Services aux clients au (613) 951-7355 ou composez sans frais le 1 888 297-7355 (courriel : revenu@statcan.ca), Division de la statistique du revenu.*

Nouveautés de Statistique Canada



La littératie à l'ère de l'information

La littératie à l'ère de l'information, qui constitue le rapport final de l'Enquête internationale sur la littératie des adultes, est une étude comparative des compétences en littératie d'une vingtaine de pays, dont les États-Unis et le Canada. L'ouvrage est publié par Statistique Canada en collaboration avec l'Organisation de coopération et de développement économiques.

L'étude présente pour la première fois des estimations fiables et comparables à l'échelon international de la répartition des niveaux de littératie au sein de la population adulte. Elle jette un nouvel éclairage sur les facteurs qui influencent le développement des capacités de lecture et d'écriture des adultes à la maison et au travail. Il s'agit d'un outil précieux pour les chercheurs et les décideurs chargés d'analyser et de formuler des politiques en matière d'acquisition continue du savoir susceptibles de favoriser le progrès socioéconomique.

*Le rapport **La littératie à l'ère de l'information** est maintenant en vente. Pour commander, consultez la librairie en ligne de l'Organisation de coopération et de développement économiques à l'adresse*

Nouveautés de Statistique Canada

Scolarité, alphabétisme et revenus personnels

1994

La monographie *Scolarité, alphabétisme et revenus personnels*, fondée sur l'Enquête internationale sur l'alphabétisation des adultes de 1994, examine la validité de comparer la moyenne des résultats sur les échelles de capacité de lecture d'un secteur de compétence à l'autre. Elle circonscrit également la proportion des avantages individuels de l'éducation que peut expliquer le niveau de capacités de lecture.

L'auteur, Lars Osberg du département d'économie de l'Université de Dalhousie, met l'accent sur les méthodes dont découlent les mesures de capacités telles que l'alphabétisme et, ce faisant, ouvre un important débat méthodologique.

Le rapport Scolarité, alphabétisme et revenus personnels (89-552-MPF, 10 \$) est maintenant en vente. Il est peut être téléchargé à partir du site Web de Statistique Canada à l'adresse www.statcan.ca. Un sommaire des faits saillants du rapport (89F0120XIF, gratuit) est aussi disponible. Pour plus de renseignements, communiquez avec Eddy Ross au (613) 951-3240, Division des enquêtes spéciales.

Commerce des grains au Canada

1998-1999

Le rapport *Le commerce des grains au Canada* présente un aperçu de la campagne agricole 1998-1999 ainsi que des tableaux sur les approvisionnements, les demandes, les prix, le marché, la transformation, l'entreposage et le mouvement des céréales au Canada et dans le monde.

*Le numéro de 1998-1999 de la publication **Le commerce des grains au Canada** (22-201-XPB, 44 \$) est maintenant en vente. Pour plus de renseignements, communiquez avec Karen Gray au (204) 983-2856 (courriel : karen.gray@statcan.ca), Division de l'agriculture.*

Secteur sans but lucratif : sources de données publiques

Le bref rapport *Sources de données publiques sur le secteur sans but lucratif du Canada*, qui fait partie d'une série consacrée aux activités bénévoles, fournit un inventaire des données et des renseignements sur le secteur sans but lucratif. Ce rapport a pour but d'aider les chercheurs et de faciliter la définition des besoins en information. Il a été étonnant de constater combien peu de documentation statistique fiable était disponible.

Au Canada, il n'existe que cinq principales sources d'information statistique sur le secteur sans but lucratif. On ne sait pratiquement rien de la grande majorité des organismes sans but lucratif qui ne sont pas des organismes de bienfaisance enregistrés. Deux enquêtes nationales menées par Statistique Canada en 1987 et en 1997 ont fourni des données sur les bénévoles. L'enquête de 1997 a fourni aussi des renseignements sur les dons de bienfaisance et la participation aux activités communautaires.

*Des données plus détaillées sont présentées dans le rapport **Sources de données publiques sur le secteur sans but lucratif du Canada** (75F0033MIF, gratuit), qui est disponible sur le site Web de Statistique Canada à l'adresse www.statcan.ca, sous les rubriques « Produits et services ». Pour plus de renseignements, communiquez avec Paul Reed au (613) 951-8217 (courriel : reedpau@statcan.ca), Statistique Canada.*

Le Point sur...

Été 2000

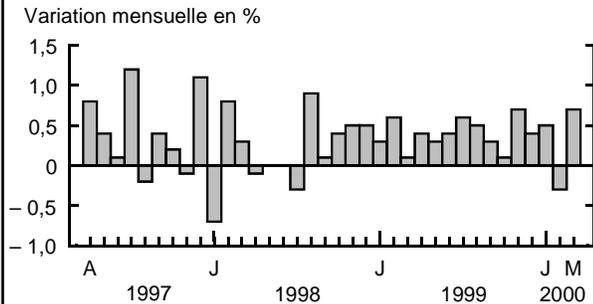
Le plus récent numéro du *Point sur...* comporte un article intitulé « Questions fréquemment posées à propos des petites entreprises ». Il comprend également des renseignements sur de nouveaux produits et services disponibles à Statistique Canada concernant les entreprises et les industries.

Le Point sur... est un bulletin d'information qui porte sur les tendances du commerce et des entreprises et qui examine les faits nouveaux dans l'industrie canadienne. Il décrit aussi comment les entreprises réagissent aux nouveaux défis et aux nouvelles occasions qui s'offrent à elles.

*Le numéro d'été 2000 du bulletin **Le Point sur...**, vol. 4, n° 1 (version imprimée : 61F0019XPF, 40 \$ / 100 \$; version sur Internet : 61F0019XIF, gratuit) est maintenant disponible. Pour commander ou pour obtenir plus de renseignements, communiquez avec Jamie Brunet au (613) 951-6684 (courriel : jamie.brunet@statcan.ca), Division des petites entreprises et des enquêtes spéciales.*

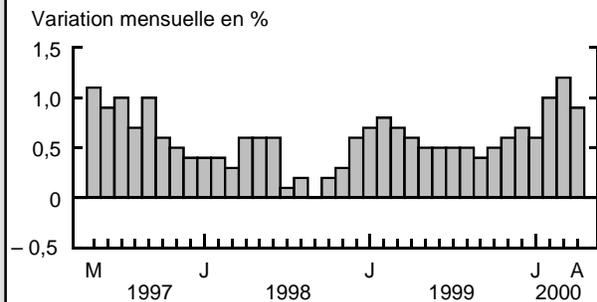
Tendances actuelles

Produit intérieur brut



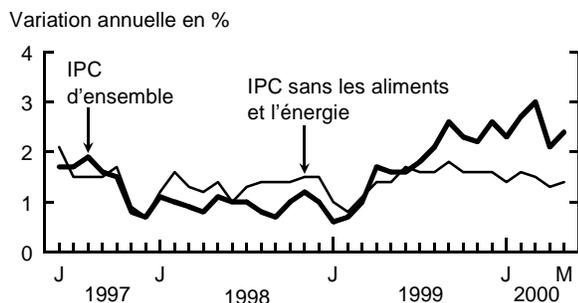
Après avoir régressé en février, l'activité économique a rebondi de 0,7 % en mars. Cette progression marque le retour à la tendance de forte croissance.

Indice composite



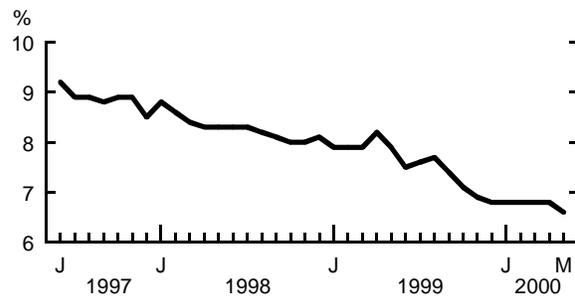
La croissance de l'indicateur avancé est passée de 1,2 % en mars à 0,9 % en avril. La demande des ménages a un peu perdu de sa vigueur et les marchés financiers se sont essouffés.

Indice des prix à la consommation



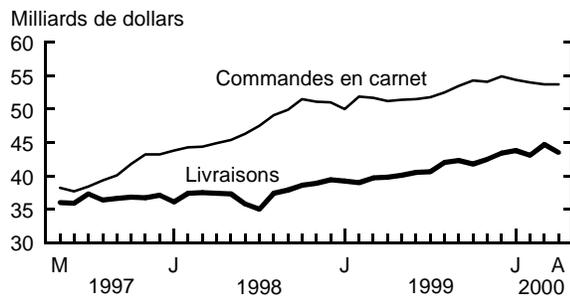
En mai, les prix à la consommation de biens et de services étaient supérieurs de 2,4 % à ceux d'il y a un an. Sans les aliments et l'énergie, les prix ont augmenté de 1,4 %.

Taux de chômage



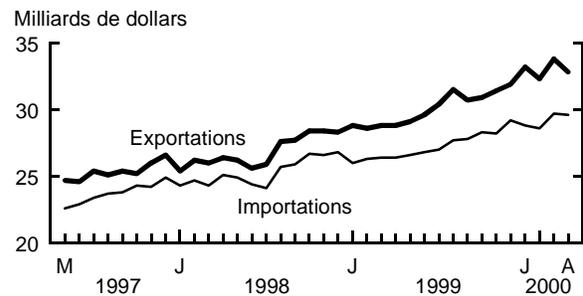
En mai, le taux de chômage a fléchi de 0,2 point pour se situer à 6,6 %, son plus bas niveau atteint depuis mars 1976.

Fabrication



Les livraisons des fabricants ont reculé de 2,8 % en avril, pour totaliser 43,5 milliards de dollars. Les commandes en carnet ont fléchi légèrement de 0,1 % pour s'établir à 53,7 milliards de dollars.

Commerce des marchandises



En avril, les exportations de marchandises se sont repliées de 3,0 % par rapport à mars, pour se fixer à 32,8 milliards de dollars. Les importations ont diminué de 0,3 %, pour se situer à 29,6 milliards de dollars.

Note : Tous les chiffres sont désaisonnalisés à l'exception de l'Indice des prix à la consommation.

Dernières statistiques

	Période	Niveau	Variation (période précédente)	Variation (année précédente)
GÉNÉRAL				
Produit intérieur brut (milliards de dollars de 1992)	mars	774,3	0,7 %	4,7 %
Indice composite (1992 = 100)	avril	161,6	0,9 %	8,2 %
Bénéfices d'exploitation des sociétés (milliards de dollars)	1 ^{er} trim. de 2000	53,3	12,3 %	37,5 %
Taux d'utilisation de la capacité industrielle (%)	1 ^{er} trim. de 2000	87,6	1,1 †	4,3 †
DEMANDE INTÉRIEURE				
Ventes au détail (milliards de dollars)	avril*	22,6	- 1,2 %	5,7 %
Ventes des grands magasins (milliards de dollars)	avril	1,50	1,4 %	3,9 %
Ventes de véhicules automobiles neufs (milliers d'unités)	avril	133,2	- 1,1 %	4,2 %
Ventes en gros (milliards de dollars)	avril*	31,6	- 0,2 %	8,5 %
EMPLOI				
Personnes occupées (millions)	mai	14,91	0,3 %	2,8 %
Taux de chômage (%)	mai	6,6	- 0,2 †	- 1,3 †
Taux d'activité (%)	mai	65,8	0,0 †	0,0 †
Rémunération hebdomadaire moyenne (dollars)	mars	624,11	0,3 %	3,0 %
Indice de l'offre d'emploi (1996 = 100)	mai	169	1,2 %	7,0 %
COMMERCE INTERNATIONAL				
Exportations de marchandises (milliards de dollars)	avril*	32,8	- 3,0 %	14,0 %
Importations de marchandises (milliards de dollars)	avril*	29,6	- 0,3 %	12,6 %
Balance commerciale (tous les chiffres sont en milliards de dollars)	avril*	3,2	- 0,9	0,8
FABRICATION				
Livraisons (milliards de dollars)	avril*	43,5	- 2,8 %	9,3 %
Nouvelles commandes (milliards de dollars)	avril*	43,4	- 2,3 %	10,7 %
Commandes en carnet (milliards de dollars)	avril*	53,7	- 0,1 %	4,9 %
Ratio des stocks aux livraisons	avril*	1,33	0,05	0,02
PRIX				
Indice des prix à la consommation (1992 = 100)	mai*	110,4	0,5 %	2,4 %
Indice des prix des produits industriels (1992 = 100)	avril	126,8	0,0 %	5,6 %
Indice des prix des matières brutes (1992 = 100)	avril	134,1	- 6,0 %	19,7 %
Indice des prix des logements neufs (1992 = 100)	avril	102,7	0,2 %	2,1 %

Note : Tous les chiffres sont désaisonnalisés à l'exception des indices de prix.

* Nouvelle cette semaine.

† Points de pourcentage.

Infomat

Bulletin hebdomadaire

Rédactrice : Caroline Olivier, (613) 951-1189; olivcar@statcan.ca.
Rédacteur de la version anglaise : Tim Prichard, (613) 951-1197; prictim@statcan.ca.

Publié par la Sous-section de la diffusion officielle, Division des communications, Statistique Canada Immeuble R.-H.-Coats, 10^e étage, Ottawa (Ontario), K1A 0T6.

Prix au numéro : version imprimée, 4 \$; version sur Internet, 3 \$. Abonnement annuel : version imprimée, 145 \$; version sur Internet, 109 \$. Les prix sont exprimés en dollars canadiens et n'incluent pas les taxes de vente. Des frais de livraison supplémentaires s'appliquent aux envois à l'extérieur du Canada.

Abonnements : Envoyez un mandat postal ou un chèque à l'ordre du Receveur général du Canada, Statistique Canada, Gestion de la circulation, 120, avenue Parkdale, Ottawa (Ontario), K1A 0T6, ou commandez par téléphone : au Canada et à l'extérieur du Canada, composez le (613) 951-7277 ou le 1 800 700-1033. Il est également possible d'envoyer un courriel à l'adresse order@statcan.ca.

La diffusion (officielle) de toute information statistique produite par Statistique Canada se fait d'abord dans *Le Quotidien* (www.statcan.ca), qui est disponible dès 8 h 30. *Le Quotidien* présente les faits saillants de nouvelles diffusions de données, de même que les sources, les liens et le nom de personnes-ressources avec qui communiquer pour obtenir de l'information supplémentaire. Il comprend également les calendriers des principaux communiqués à venir et annonce les nouveaux produits et services de Statistique Canada.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 2000. Tous droits réservés. Il est interdit de reproduire ou de transmettre le contenu de la présente publication, sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, enregistrement sur support magnétique, reproduction électronique, mécanique, photographique, ou autre, ou de l'emmagasiner dans un système de recouvrement, sans l'autorisation écrite préalable des Services de concession des droits de licence, Division du marketing, Statistique Canada, Ottawa (Ontario), Canada, K1A 0T6.

Le papier utilisé dans la présente publication répond aux exigences minimales de l'« American National Standard for Information Sciences – Permanence of Paper for Printed Library Materials », ANSI Z39.48 – 1984.



Publications parues du 15 au 21 juin 2000

Division / Titre de la publication	Période	Numéro au catalogue	Prix (\$) (Numéro / Abonnement)
AGRICULTURE			
Vue d'ensemble des revenus agricoles, serres et pépinières	1996	21-005-XIF	gratuit
COMMERCE INTERNATIONAL			
Exportations par pays	1 ^{er} trim. de 2000		
Microfiche		65-003-XMB	62 / 206
Papier		65-003-XPB	124 / 412
CULTURE, TOURISME ET CENTRE DE LA STATISTIQUE DE L'ÉDUCATION			
Voyages internationaux, renseignements préliminaires, vol. 16, n° 4	avril 2000	66-001-PIB	6 / 55
ENTRÉES-SORTIES			
La structure par entrées-sorties de l'économie canadienne	1995 et 1996	15-201-XPB	68
FABRICATION, CONSTRUCTION ET ÉNERGIE			
Contreplaqués de construction	avril 2000	35-001-XIB	5 / 47
Enquête mensuelle sur les industries manufacturières	avril 2000	31-001-XPB	20 / 196
Fer et acier primaire	avril 2000	41-001-XIB	5 / 47
Guide statistique de l'énergie	mai 2000		
Disquette		57-601-XDF	284
Papier		57-601-UPB	387
Laine minérale y compris les isolants en fibre de verre	mai 2000	44-004-XIB	5 / 47
PRIX			
Indice des prix à la consommation	mai 2000	62-001-XPB	11 / 103
SCIENCES, INNOVATION ET INFORMATION ÉLECTRONIQUE			
Statistiques des sciences : Recherche et développement en biotechnologie dans l'industrie canadienne, vol. 24, n° 2	1997	88-001-XIB	6 / 59
Télédistribution	1998	56-205-XIB	30
TRANSPORTS			
Chargements ferroviaires	avril 2000	52-001-XIF	8 / 77

Les numéros au catalogue se terminant par -XIB ou -XIF représentent la version électronique sur Internet; -XMB ou -XMF, la version microfiche; -XPB ou -XPF, la version imprimée; et -XDB, la version électronique sur disquette ou sur CD-ROM. (La lettre B indique que le produit est bilingue et la lettre F signifie que le produit est en français.)

Note : Les prix des publications sont exprimés en dollars canadiens et n'incluent pas les taxes de vente. Des frais de livraison supplémentaires s'appliquent aux envois à l'extérieur du Canada.

Pour commander les produits et services

Pour commander *Infomat* ou l'une ou l'autre des publications précitées :

Ayez en main • Titre • Numéro au catalogue • Numéro de volume • Numéro de l'édition • Numéro de carte VISA ou MasterCard.

Au Canada et à l'extérieur du Canada, composez : **(613) 951-7277** ou **1 800 267-6677**

Pour envoyer votre commande par télécopieur : **(613) 951-1584** ou **1 877 287-4369**

Courrier électronique : **order@statcan.ca**

Pour commander sur Internet : Allez sur le site Web de Statistique Canada à l'adresse www.statcan.ca sous la rubrique « Produits et services ».

Pour commander par la poste, écrivez à : Statistique Canada, Gestion de la circulation, 120, avenue Parkdale, Ottawa (Ontario), K1A 0T6.

Veuillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du Receveur général du Canada / Publications.

Les centres de consultation régionaux de Statistique Canada offrent toute une gamme de produits et services.

Pour trouver le centre le plus près, consultez les pages bleues de l'annuaire téléphonique sous « Statistique Canada ».

Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.

Changement d'adresse : Ayez en main votre numéro de compte et composez l'un des numéros ci-dessus.

Visitez Statistique Canada sur Internet en tout temps à l'adresse www.statcan.ca. La base de données CANSIM est accessible sous la rubrique « Produits et services ». Il est également possible de consulter divers tableaux sous la rubrique « Le Canada en statistiques ».